



Repenser la gouvernance mondiale (Sao Paulo, 6 et 7 Novembre 2009)



[Version espagnole \(PDF\)](#), [Version portugaise \(PDF\)](#)

[Vidéo](#)

“S’il est urgent d’alerter, il est encore plus urgent de commencer”
Edgar Morin

A l’initiative de Fernando Henrique Cardoso, ancien Président du Brésil et de Michel Rocard, ancien Premier Ministre de la France, le Collegium International s’est réuni à Sao Paolo le 6 et 7 novembre 2009. Les membres du Collegium International, hommes et femmes d’Etat ainsi que des scientifiques, économistes et philosophes de renommés seront réunis pour créer un Blue Print pour une gouvernance politique mondiale. L’Adresse de ce Blue Print ira aussi bien vers les exécutifs gouvernementaux que vers les instances de la société civile pouvant contribuer à ce débat qui se veut le plus large possible. A cette fin, le site du Collegium International ouvrira une partie consacrée au lancement de ces débats.

1. L’objectif est d’engager le renouvellement du concept de Gouvernance Mondiale.

Il s’agit en fait d’ouvrir un débat international, à la fois intellectuel et politique, sur un objet qui reste aujourd’hui trop souvent réduit à la seule (et indispensable) réforme de l’ONU et du fonctionnement de ses agences. En outre, cette réflexion prend place dans un moment historique propice, où la dimension planétaire des défis contemporains et les dangers mortels qu’ils véhiculent, commencent enfin à faire leur chemin dans les consciences.

2. Un contexte géopolitique particulier: la fin des hégémonies

- un monde post-impérial: Leçon de la mondialisation par excellence, aucun État n’est plus en mesure de faire respecter un ordre mondial et d’imposer les indispensables régulations globales. Pour la première fois dans l’histoire des relations internationales, il n’existe pas de véritable puissance hégémonique. La reconnaissance par le président Obama que les États-Unis ne peuvent pas affronter seuls et régler les problèmes du monde contemporain signale la fin, au moins provisoire, des tentations américaines de démocratie impériale à l’athénienne. La fin de ce rêve impérial, ensablé entre Bagdad et Kaboul dans l’échec retentissant des dernières grandes expéditions coloniales modernes, sonne comme un écho à la dislocation de l’empire soviétique il y a tout juste 20 ans. En outre, la notion de multipolarité ne signifie pas la fin, mais l’équilibre des tentations hégémoniques. Il faut donc travailler avec des modèles d’organisations alternatives à l’hégémonie et à l’équilibre des puissances.

- un monde post-occidental: Ce n’est pas seulement la fin de l’hégémonie d’une ou plusieurs grandes puissances à vocation impériale, c’est surtout la fin de la domination culturelle et politique de l’Occident. L’émergence progressive et indiscutable depuis dix ans d’États et de groupements d’États, asiatiques, arabes, latino-américains, voire africains sur la scène internationale doit inciter les puissances occidentales à prendre les devants pour leur faire toute la place qu’ils méritent. Aujourd’hui, c’est moins l’universalité des valeurs occidentales qui est en jeu, car c’est justement sur ces valeurs que s’appuient ces nouveaux acteurs, mais plutôt sur l’universalité de leur mise en pratique. Il est temps en effet de travailler à des modes d’action débarrassés des soupçons de « double standards ».

3. Un contexte sociopolitique particulier: l’émergence d’une société-monde

- l’influence des acteurs non-étatiques: Après trois siècles sous le règne westphalien de l’absolutisme de l’État- nation, de plus en plus d’acteurs non étatiques interviennent sur la scène internationale et viennent compliquer le jeu traditionnel d’équilibre des puissances. C’est évidemment le cas des Firmes Multinationales, que leur capitalisation et leurs poids économiques mettent parfois sur un pied d’égalité avec des gouvernements, y compris parmi les plus puissants. Il peut aussi s’agir de réseaux criminels, terroristes ou mafieux. Enfin, mouvements sociaux, confédérations syndicales et ONG incarnent une nouvelle forme de militantisme transnational, organisé au niveau global et structuré par des réseaux locaux plus ou moins denses et efficaces. Capables de drainer des fonds pour alimenter leur activité, et leurs campagnes d’opinion, ces ONG combinent l’expertise scientifique et l’intervention dans l’espace public au nom d’une vision alternative de l’intérêt général, et parfois en opposition avec celle que sont censés incarner les États.

- L’émergence d’une conscience collective: Même s’il est difficile d’évaluer avec certitude la profondeur du sentiment d’appartenance collective à des entités plus abstraites et plus larges que la communauté nationale, il se forme aujourd’hui quelque chose comme une civilisation mondiale, créé par le jeu interactif de la science, de la technique, de l’industrie, des transports, et des techniques de communication immédiate dont le maillage offre une perspective globale à des individus jusqu’ici limités à leur espace national. Cette civilisation mondiale en devenir repose sur un certain nombre de valeurs partagées et ses multiples courants transculturels constituent quasiment une culture planétaire.

4. Une communauté de destins partagés – jalons vers une identité humaine

Désastre écologique, récession économique, famines et pénuries, pandémies virales, instabilité politique, menaces terroristes et nucléaire.... parce que les grandes crises du XXIe siècle sont planétaires, nous devons absolument prendre conscience de notre interdépendance.

Catastrophes survenues et catastrophes imminentes : dressée au carrefour des urgences, l’humanité prend finalement conscience que son vieil impératif catégorique est devenu « impératif absolu ». Il faut changer ! Toute crise est un carrefour – et la conjonction de ces crises n’y échappe pas – une chance historique d’inverser les dynamiques dangereuses. S’il y a une leçon à retirer de ces temps de crise, c’est qu’il ne peut y avoir de salut que collectif.

En décembre, une grande partie du destin de l’humanité se jouera au Royaume du Danemark. Réunis à Copenhague pour la grande conférence mondiale qui doit décider des urgentes mesures communes pour faire face à l’inexorable réchauffement de la planète, les chefs d’Etat et de gouvernement du monde entier auront à répondre, en notre nom à tous, à la même question qui hantait le jeune Hamlet : to be or not to be ?

Oui c’est bien la survie de l’humanité qui est en jeu. Et cette survie passe par l’instauration d’une gouvernance mondiale digne de ce nom. Car les quelques éléments de régulation internationales et les rares institutions qui agissent efficacement à l’échelle globale sont dramatiquement insuffisants. La gouvernance mondiale, c’est avant tout la capacité de s’élever au-delà des marchandages entre intérêts nationaux pour prendre des décisions politiques planétaires – au nom de l’humanité.

5. Ouvrir un débat mondial sur la gouvernance mondiale

De la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme à la proclamation des Objectifs du Millénium ou du Rapport de la commission ONU sur la Sécurité Humaine, les valeurs qui inspirent l’Organisation des Nations Unies n’ont jamais eu meilleure pertinence. Après soixante ans de relative hibernation à l’ombre glaçante d’empires totalitaires ou de démocraties impériales, son action peut enfin devenir efficace et contribuer à l’émergence d’une gouvernance politique mondiale. Mais quoiqu’indispensable, la réforme de cette formidable institution ne suffira pas.

Car toute la problématique est de parvenir à dépasser l’intergouvernementalisme. Bien sûr, les États restent légitimes pour représenter leurs peuples. Cependant l’heure n’est plus à la souveraineté nationale, mais à la souveraineté mondiale. A l’heure où se dessinent les contours d’une véritable société-monde c’est une double légitimité qu’il faut construire : celle de la règle de droit comme principe d’organisation, et celle d’un système d’organes capable de catalyser des décisions politiques planétaires – au nom de l’homme.

La notion de communauté soi-disant “internationale” ne peut plus demeurer cette référence vague, privée de toute incarnation politique. Trop souvent méprisée comme la projection des préjugés occidentaux et une forme déguisée de pensée coloniale, cette “communauté internationale” a besoin d’un organe représentatif propre, au sein des Nations unies.

Régulations internationales, droit universel, solidarités lointaines, changement du champ de référence pour l’appartenance à une communauté politique, légitimité et représentativité des acteurs non étatiques, souveraineté de l’humanité,... le chantier de la gouvernance mondiale est immense. C’est pourquoi nous appelons à l’ouverture d’une réflexion commune, et en profondeur, sur cette question si urgente car existentielle.

Activités

[2016-2021](#)
[2001-2015](#)
[Photos](#)
[Textes de Référence](#)
[Forum du Collegium International](#)

